Mairie de PISANY <u>2025/63</u>

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Pisany:

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L 2122-1 à L 2122-4 et L 3111-1,

Vu le code de la voirie routière, et notamment les articles L 113-2, L 115-1, L 141-10, L 141-11 et L 141-12,

Vu le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8è partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu la demande de la Charente Maritime Très Haut Débit représentée par l'entreprise SEVA, 6 Rue Paul Sabatier 31270 CUGNAUX, d'autorisation d'entreprendre les travaux suivants :

- Création de 570 m de génie civil avec pose de 2 chambres L2T, route de Monchamp.

ARRETE

<u>Article 1</u>: Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public à compter du 17 Novembre au 16 Décembre 2025 et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : Création de 570 m de génie civil avec pose de 2 chambres L2T, route de Monchamp.

<u>Article 2</u>: La voirie devra être remise dans son état initial par l'entreprise SEVA, 6 Rue Paul Sabatier 31270 CUGNAUX.

Article 3: La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvées par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992. La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par l'entreprise SEVA, 6 Rue Paul Sabatier 31270 CUGNAUX

<u>Article 4</u>: Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

<u>Article 5</u>: Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la règlementation en vigueur dans la Commune de Pisany.

<u>Article 6 :</u> Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – Hôtel Gilbert – 15 rue de Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site <u>www.telerecours.fr</u> dans le délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Pisany, le 10 Octobre 2025